

« Enseigner, c'est faire grandir la jeunesse »

Éducation. « Le métier d'enseignant, ce n'est pas « transmettre des savoirs », c'est être en relation avec toute la jeunesse, sans distinction. Je rêve d'un monde de demain solidaire. »

Gwenaëlle Perrocheau
(Loire-Atlantique) :

« Professeur en collège, votre article sur le « prof bashing » (*Ouest-France* du 13 juin) m'a fait du bien car il est mesuré, documenté, et je vous en remercie. Mais le courrier d'une lectrice s'inscrivait malheureusement davantage dans l'ambiance générale. Le monde d'après n'est-il pas justement de savoir s'émerveiller de ce qui est réussi plutôt que de rire de celui qui tombe ?

Cette lectrice reconnaît que le travail a été envoyé, avec des corrigés, mais pas individualisé. Un professeur du second degré fait cours sur trois, voire quatre niveaux à, en moyenne, une dizaine de classes, soit 300 élèves ou plus.

Réécrire les cours, rédiger des corrigés complets prend entre sept et dix heures par niveau. Il est impossible de passer ne serait-ce que dix minutes par élève à corriger leurs productions, ce qui représenterait cinquante heures et certaines familles trouveraient encore que le commentaire est trop court ou que ce n'est pas assez...

« Nos missions sont collectives »

En tant que professeur principal, nous avons téléphoné à toutes les familles de notre classe au début, pour savoir dans quelles conditions elles travaillaient. Ceux qui ont pu être aidés, comme par cette grand-mère, nous avons pu les suivre de loin pour concentrer nos forces sur les élèves et parents en grande difficulté, comme les soignants ont demandé de différer certaines opérations pour prendre en charge les malades du Covid.

La fonction publique est ainsi faite que nos missions sont collectives, nous ne sommes pas des précepteurs individuels, et nous devons faire les choix prioritaires.

Mais les enseignants, ce sont 70 % d'enseignantes, et homme ou fem-



Une professeure d'anglais donne des cours en ligne depuis son domicile à Montrouge, près de Paris, le 20 mars.

PHOTO : ARCHIVES GONZALO FUENTES, REUTERS

me, une majorité de parents. Pour eux, pas d'arrêt maladie pour garde d'enfant, pas de chômage partiel, il a fallu tout mener de front dès le premier jour, et je crois qu'on y est arrivé.

Les enseignants, comme les autres professions, ont « pris soin » : de leurs enfants, des enfants des autres, de ceux-là mêmes que beaucoup de gens regardent comme des délinquants, mais qui, au fond, ont surtout une grande souffrance, et même de leurs parents en détresse.

Certains collègues ont pu rédiger de très beaux cours à distance, animer des classes virtuelles, d'autres

devaient partager leur ordinateur avec leur conjoint en télétravail, leurs enfants pour leur scolarité.

Nous ne sommes pas tous égaux, mais tous ont été animés du même élan pour ne pas lâcher les jeunes, car ces jeunes nous les aimons.

« Je rêve d'un monde solidaire »

Le métier d'enseignant, ce n'est pas « transmettre des savoirs » comme croient ceux qui ne le connaissent pas. C'est être en relation avec la jeunesse, les faire grandir, tous, sans distinction, même les plus agités, les

moins polis, avec la même tendresse.

Je remercie cette grand-mère lectrice d'avoir aidé ses petits-enfants, elle peut être fière d'avoir participé à l'effort de tous pendant le confinement pour aider ceux qui en avaient le plus besoin.

Je rêve d'un monde de demain solidaire, où l'on saura être heureux de ce qui fait du bien, patient pour ce qui n'est pas comme nous l'aurions pensé, où l'on saura tendre la main aux plus faibles au lieu de les bannir et sanctionner. Un monde où les mots « prenez soin de vous » ne serait pas qu'une formule de politesse ? »

« N'oublions pas l'Appel du 18 juin »

Histoire. « Le 18 juin 1940, le général de Gaulle prononce, depuis l'Angleterre, le discours fondateur de la Résistance française. »

Jean-Paul Huet (Côtes-d'Armor) :

« Le mardi 18 juin 1940, un général alors inconnu des Français, élevé dans les principes d'une stricte discipline, rompt les amarres.

Dans une initiative personnelle, Charles de Gaulle, sur les ondes de la radio britannique *BBC*, lance de Londres un appel incitant les Français à continuer la lutte, à refuser la défaite et la soumission.

Cet appel, dont il n'existe aucun enregistrement, qui fut prolongé par d'autres les jours suivants, ne sera dans un premier temps, guère entendu, mais, indiscutablement, ce geste du refus emmène la France sur le chemin de l'honneur et de la victoire.

Comme l'écrivait le Français libre Jean-Louis Crémieux-Brilhac, ce 18 juin 1940, acte fondateur de la France Libre, le général de Gaulle racheta la honte et la trahison.

Certes, le monde d'aujourd'hui n'est plus celui de juin 1940, mais quatre-vingts ans plus tard, les paroles et les actes de Charles de Gaulle et de la France combattante, doivent nous servir encore d'exemple.

Dans notre société en panne et souvent désignée, dans notre société en perte de repères, de réflexions, voire parfois de ses valeurs, l'Appel du 18 juin 1940 doit nous rappeler que « rien de grand ne se fait autrement que dans l'honneur et la dignité ».



Le général de Gaulle au siège de la radio BBC, à Londres, lors de son émission du 18 juin 1940. PHOTO : AFP/BBC

On le sait, à la suite de cet appel, des inconnus de toutes les régions de France, dont de nombreux Bretons, vont rejoindre le futur chef de la France Libre et se battre pour la liberté de la France.

Aussi, en ce 18 juin 2020, ayons une pensée pour toutes celles et tous ceux, compagnons de la Libération, membres de la France Libre, de la Résistance qui ont, en répondant à l'appel, su dire « Non ».

N'oublions jamais que c'est grâce à toutes ces femmes et tous ces hommes que notre pays a su, au travers de l'espérance donnée ce 18 juin 1940, retrouver l'honneur, la grandeur et la souveraineté. »

« Le patriotisme, c'est aimer son pays. Le nationalisme, c'est détester celui des autres. »

Charles de Gaulle.

Plus de citations sur le site citations.ouest-france.fr

Écrivez-nous

À **Courrier des lecteurs** – Ouest-France, 35051 Rennes cedex 9 ou courrierdeslecteurs@ouest-france.fr Merci

de préciser vos nom, adresse et, éventuellement, votre numéro d'abonnement. Retrouvez les courriers parus sur notre site Internet.

Réflexion

« Notre société fait tout pour évacuer la mort de son paysage familial »

Bernard Poignant, ancien député et ancien maire de Quimper.

PHOTO : BEATRICE LE GRAND, OUEST-FRANCE



« Depuis plus de deux mois, la mort est notre actualité quotidienne. Chaque jour, le nombre de décès par Covid-19 est annoncé par le directeur général de la Santé avec le ton qui convient.

Les images ont montré des alignements de cercueils, en même temps que des corps allongés sur des lits d'hôpitaux, entourés d'un enchevêtrement angoissant de tuyaux. Il aura même fallu mobiliser le marché de

Rungis pour les entreposer. Or, depuis un bon demi-siècle, notre société fait tout pour évacuer la mort de son paysage familial. Finies les tentures noires qui signalaient au passant que la mort avait frappé une famille.

Apprendre la mort

Finies les visites du village ou du quartier pour ce moment de recueillement où l'on voit le corps inerte du défunt et où l'on conduit aussi les enfants pour qu'ils se familiarisent avec ce moment qu'ils connaîtront. Il faut leur apprendre la mort.

Finies les lentes processions pour accompagner le mort au cimetière et faire silence au passage du convoi

funèbre. Finis les cimetières autour de l'église et place aux parkings.

La demeure des morts dérange. Finies souvent les cloches qui annonçaient un enterrement et rappelaient à chacun sa condition précaire. Finies les tenues de deuil et les crêpes au revers des vestons ou des chemisiers. Finie la couleur noire : on lui préfère le mauve, plus tendre et moins triste. Finie enfin la mort chez soi : on la délègue à l'hôpital ou à l'Ehpad.

Place à la jeunesse permanente, à la sexualité éternelle, à l'immortalité pourtant impossible. Les Américains, les premiers, ont inventé les funéraires où l'on installe le mort comme chez lui, dans une pose familière, pour ne pas voir la réalité.

Dans le monde d'avant ce demi-siècle, le prêtre gérait ce passage, pré-

parait le moment, accompagnait la fin, évoquait l'autre monde.

Aujourd'hui, qui fait ce « travail » ? Car il n'a pas été remplacé. Ce n'est pas manque d'essayer en copiant les rites.

Il n'y a pas de vaccin contre l'immortalité

Toute marche blanche est une procession. Tout drame s'accompagne de bougies allumées et de fleurs déposées, comme à l'église. Toute minute de silence correspond au temps de recueillement dans les mêmes églises. Toute prise de parole ressemble à l'homélie du prêtre en mémoire du défunt. Même le terme de quarantaine rappelle les quarante

jours de la sortie du deuil et de la souillure de la mort.

Il faut se rendre à l'évidence : il n'y a pas de vaccin contre l'immortalité. On peut croire à la résurrection pour les uns, à la réincarnation pour certains, au néant pour d'autres. Rien n'y fait : la mort rappelle toujours sa présence.

La pandémie qui nous atteint impose de réfléchir à l'après, sur le plan économique et social, certes, mais aussi spirituel. On ne sait si le monde sera meilleur ou pire.

Certes, des comportements évolueront, des questions sociales redoutables seront à régler, le climat continuera à se réchauffer comme la dette à croître de manière explosive. Il restera cette réflexion sur nous-mêmes.

Dans cette affaire, il ne faut compter ni sur l'État ni sur les élus. On touche



« Depuis plus de deux mois, la mort est notre actualité quotidienne. »

PHOTO : ARCHIVES FRANCK DUBRAY, OUEST-FRANCE

là à la conscience individuelle de chacun qui finit cependant par façonner la société tout entière et sa façon de se comporter. »

« Il faut quitter le domaine des passions pour celui de la raison »

Jacqueline Lalouette (*).

PHOTO : DR



« Aux États-Unis, en 2013, le meurtre d'un adolescent noir par un policier amena la formation du mouvement *Black Lives Matter*, qui se manifesta après les incidents racistes de 2015 et 2017 en détruisant des statues symbolisant l'esclavagisme et le suprémacisme blanc (statues des généraux de la guerre de Sécession, etc.). Les débouonnages de

statues ont repris après la mort de George Floyd, Afro-Américain tué le 25 mai 2020 par un policier, et ont gagné plusieurs pays européens.

Au Royaume-Uni, les destructions ont commencé à Bristol par la mise à bas de l'effigie d'un marchand d'esclaves (Edward Colston) et se sont poursuivies avec les destructions ou les demandes de retrait de statues d'autres négriers, de colonisateurs, de personnalités ayant adhéré aux thèses racistes. Personne n'est épargné.

Vandalisée, la statue londonienne de Winston Churchill a été enfermée dans un caisson d'acier qui la protège. Une pétition demande le retrait de la statue de Gandhi, accusé d'avoir méprisé les Noirs et d'avoir été un prédateur sexuel. En Belgique, les

attaques visent les effigies du roi Léopold II qui avait possédé, à titre de colonie privée, le Congo où régnait un régime de terreur.

La France, qui a connu bien des épisodes iconoclastes au cours de son histoire (les guerres de religion, la Révolution française...) s'est trouvée en décalage par rapport à ce mouvement. Les deux statues martiniquaises de Victor Schœlcher, détruites à Schœlcher et à Fort-de-France, l'ont été avant la mort de George Floyd, le 22 mai, date de la commémoration de l'abolition de l'esclavage en Martinique (en métropole le 10 mai).

Après le 25 mai, seule la statue assise de Colbert, rédacteur du Code noir, située devant l'Assemblée nationale, a tout d'abord fait l'objet de contestations, notamment de la part de la

Ligue de défense noire africaine. Progressivement, d'autres effigies ont été visées : la statue équestre lilloise du général Faidherbe (gouverneur du Sénégal de 1863 à 1865), statufié comme commandant de l'Armée du Nord durant la guerre de 1870-1871 ; celle de François Mahé de La Bourdonnais, gouverneur de l'archipel des Mascareignes, érigée à Saint-Denis de La Réunion, etc.

Analyser l'évolution des valeurs humanistes et morales

Les actes iconoclastes sont inspirés par des activistes militants, parfois des historiens engagés. Des municipalités ordonnent des retraits par

conviction ou pour éviter des troubles en donnant satisfaction aux adversaires des statues ou encore pour protéger celles-ci.

Mais ces retraits spontanés ou officiels sont-ils la bonne réponse à la question du racisme ? Faut-il effacer le passé en gommant l'existence des personnalités contestées et en détruisant les hommages qui leur furent rendus, supprimant ainsi une partie du patrimoine des villes ?

Ne vaudrait-il pas mieux quitter le domaine des passions pour celui de la raison, analyser l'évolution des valeurs humanistes et morales, expliquer que l'on ne juge pas une époque passée selon des critères progressivement élaborés et qu'elle n'a pas partagés, rappeler aussi que les guerres inter-ethniques ont nourri la

traite négrière. Le transfert des statues dans un musée est une solution, mais on peut aussi penser à des pratiques pédagogiques visant à expliquer les raisons de la statufication de tel ou tel personnage (aucun négrier n'a reçu une statue visant à glorifier son négoce).

Il faut aussi que la statuaire publique rende hommage plus qu'elle ne le fait actuellement aux Noirs et aux mulâtres, esclaves ou non, qui ont combattu pour l'abolition de l'esclavage. »

(* Professeure émérite (histoire contemporaine, Université de Lille). Autrice de *Un peuple de statues* et *La célébration sculptée des grands hommes (1801-2018)*, Paris, Mare et Martin, 2018.